



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES
COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Quarante-neuvième session

Ottawa, Canada

11 – 15 mai 2026

QUESTIONS D'INTÉRÊT ÉMANANT DE LA FAO ET DE L'OMS

(Préparé par la FAO et l'OMS)

Consultation d'experts FAO/OMS sur l'évaluation des risques liés aux allergènes alimentaires

1. En réponse aux demandes d'avis scientifiques sur les allergènes alimentaires formulées par le CCFL et les Comités du Codex sur l'hygiène alimentaire (CCFH), la FAO et l'OMS ont organisé une série de réunions d'experts sur l'évaluation des risques liés aux allergènes alimentaires depuis 2020. Certaines informations sur les réunions d'experts se trouvent dans le document du CCFL48 (CX/FL 24/48/3 Rev)¹. Pour répondre aux demandes du CCFL48, la FAO et l'OMS ont mené les activités suivantes.

2. En juin 2025, une consultation d'experts FAO/OMS sur l'évaluation des risques liés aux allergènes alimentaires – directives pour l'évaluation des risques a été organisée à Rome, en Italie. Elle a souligné que les allergènes alimentaires constituent une catégorie unique de dangers pour la sécurité sanitaire des aliments, nécessitant des approches distinctes en matière d'évaluation et de gestion des risques. Un cadre a été élaboré pour guider la prise de décision fondée sur des données probantes en matière d'étiquetage, de contrôle des processus et de communication des risques dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Ce processus est applicable à tous les exploitants du secteur alimentaire, quelle que soit leur taille, et est essentiel pour justifier l'étiquetage de précaution des allergènes (ÉPA)².

3. Une autre consultation d'experts FAO/OMS s'est tenue en novembre 2025 à Rome, en Italie, pour discuter des doses de référence (DR) pour les céréales contenant du gluten. La réunion portait sur la maladie cœliaque, les doses de référence pour le gluten et les céréales contenant du gluten, les considérations analytiques, ainsi que l'évaluation et la communication des risques liés à la présence involontaire de gluten.

4. Les experts ont recommandé qu'une DR de 4 mg de gluten dans un cadre d'ÉPA basé sur le risque améliore la sécurité et la clarté de l'étiquetage, réduise les déclarations ÉPA inutiles et élargisse les options alimentaires sûres pour les personnes atteintes de la maladie cœliaque et d'une allergie au blé induite par les IgE. Cette approche permettra d'améliorer la qualité de vie et la confiance des consommateurs³.

5. La FAO et l'OMS ont organisé un atelier de renforcement des capacités sur l'ÉPA et l'évaluation des risques des allergènes alimentaires à Nanning, Guangxi, en Chine en septembre 2025, juste avant le CCASIA23 au même endroit. Plus de 60 participants de 11 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont participé à l'atelier. L'objectif principal de cet atelier était de renforcer la capacité des pays membres à mener des évaluations des risques pour les allergènes alimentaires, en s'alignant sur les normes internationales les plus récentes. Grâce à des séances animées par des experts, des discussions interactives et des exercices pratiques, les participants ont acquis les connaissances et les outils nécessaires pour établir, évaluer et gérer les risques liés aux allergènes alimentaires dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire. De plus, l'atelier a servi de plateforme pour faciliter la mise en œuvre des réglementations et politiques internationales actualisées sur les allergènes alimentaires. En favorisant la collaboration et le partage des connaissances, l'événement a permis de renforcer les cadres nationaux de sécurité sanitaire des aliments afin de mieux faire face aux risques liés aux allergènes alimentaires, d'améliorer la conformité aux exigences mondiales en matière d'étiquetage et de contrôle des allergènes, et de soutenir l'harmonisation des approches réglementaires dans les pays membres. Les participants ont été reconnaissants de participer à l'atelier et ont

¹ https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/shproxy/en/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX714-48%252FWorking%252Fdocuments%252Ffl48_03f_rev.pdf

² <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd6046en> et <https://www.who.int/publications/m/item/ad-hocjoint-fao-who-expert-consultation-on-risk-assessment-of-food-allergens-guidance-for-risk-assessment>

³ <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd7703en> et [https://www.who.int/publications/m/item/ad-hocjoint-fao-who-expert-consultation-on-risk-assessment-of-food-allergens-reference-dose\(s\)-for-cereals-containing-gluten-or-gluten](https://www.who.int/publications/m/item/ad-hocjoint-fao-who-expert-consultation-on-risk-assessment-of-food-allergens-reference-dose(s)-for-cereals-containing-gluten-or-gluten)

recommandé que des événements semblables soient organisés dans différentes régions, afin de renforcer les capacités de gestion des risques liés aux allergènes alimentaires. Cette initiative souligne l'engagement de la FAO et de l'OMS à préserver la sécurité sanitaire des aliments tout en garantissant des pratiques commerciales loyales dans l'industrie alimentaire⁴.

Mise à jour FAO/OMS des besoins en nutriments pour les nourrissons et les enfants en bas âge de la naissance à l'âge de 3 ans

6. La dernière mise à jour des besoins en vitamines et minéraux de la FAO et de l'OMS pour tous les groupes d'âge date de 2004. Depuis, de nouvelles données sont apparues, suggérant que les besoins en certains micronutriments pourraient devoir être actualisés, en particulier pour les nourrissons et les jeunes enfants. Par conséquent, en partie pour guider la mise à jour des directives de l'OMS sur l'alimentation complémentaire et également pour contribuer aux travaux en cours du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU) sur l'établissement de valeurs nutritionnelles de référence (VNR) pour les enfants de 6 à 36 mois, la FAO et l'OMS ont procédé à la mise à jour des valeurs d'apport nutritionnel pour les nourrissons et les jeunes enfants de la naissance à l'âge de 3 ans. Les valeurs d'apport nutritionnel comprennent les besoins (par exemple, le besoin moyen estimatif [BME], l'apport suffisant [AS], la teneur individuelle en nutriments [INL_x]) et l'apport maximal (AM) sécuritaire. Les données obtenues à partir du travail préparatoire effectué par l'OMS ont permis à la FAO et à l'OMS de déterminer les trois nutriments devant être mis à jour en priorité, à savoir le calcium, la vitamine D et le zinc.

7. La mise à jour des besoins nutritionnels établis par la FAO et l'OMS pour le calcium, la vitamine D et le zinc chez les enfants âgés de 0 à 3 ans est désormais achevée. Neuf réunions d'experts ont eu lieu en ligne et plus de 15 examens et rapports systématiques ont été établis, dont un grand nombre ont été publiés dans des revues à comité de lecture. La publication du document d'orientation est prévue pour 2026.

Autres renseignements

Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025

8. En avril 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (« Décennie pour la nutrition ») dans le but d'accélérer la mise en œuvre des engagements pris lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition en 2014, d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition et de maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation et de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), et a demandé à la FAO et à l'OMS de convoquer conjointement la Décennie pour la nutrition. La clairvoyance des États membres qui ont parrainé la résolution 70/259 de l'Assemblée générale des Nations Unies en 2016 pour proclamer la Décennie pour la nutrition pour la période 2016-2025 s'est avérée indispensable pour orienter les efforts mondiaux vers l'amélioration des résultats nutritionnels et encourager la collaboration intersectorielle, afin de relever les défis complexes de toutes les formes de malnutrition. Depuis la proclamation, la question de la nutrition a évolué vers une approche plus globale qui la relie aux systèmes alimentaires, au climat, à la biodiversité, à la protection sociale, à l'assainissement de l'eau et à l'hygiène, ainsi qu'à la santé. Les régimes alimentaires sains sont passés au premier plan. Malgré l'attention accrue portée à la nutrition, aux régimes alimentaires sains, à la transformation des systèmes agroalimentaires et à la relation avec la santé humaine et planétaire, le monde n'est pas sur la bonne voie pour respecter ses engagements à mettre fin à la faim et à la malnutrition sous toutes leurs formes d'ici à 2030. En mars 2025, l'Assemblée générale des Nations Unies a donc décidé de prolonger la Décennie pour la nutrition jusqu'en 2030, afin de l'aligner sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et sur les objectifs mondiaux de l'Assemblée mondiale de la Santé en matière de nutrition, garantissant ainsi la poursuite des efforts et un engagement renouvelé pour mettre fin à toutes les formes de malnutrition et maintenir la dynamique politique en matière de nutrition aux niveaux mondial, régional et national à l'horizon 2030 et au-delà.

Déclaration commune sur les principes d'une alimentation saine

9. En octobre 2024, la FAO et l'OMS ont publié la déclaration commune « [What are healthy diets?](#) » de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de l'Organisation mondiale de la santé. La déclaration décrit les quatre principes fondamentaux d'une alimentation saine : adéquation, diversité, équilibre et modération. La déclaration commune souligne également que de nombreux modes d'alimentation – ou les combinaisons d'aliments que les gens consomment au fil du temps et dans un contexte donné – peuvent être sains s'ils respectent ces quatre principes. Les habitudes alimentaires sont très contextuelles et dépendent de l'accès à la nourriture, des préférences, de la culture et des traditions locales.

L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025

10. La FAO, le FIDA, l'UNICEF, le PAM et l'OMS se sont associés pour produire le rapport conjoint *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025* (SOFI 2025), qui fournit les dernières tendances et analyses sur la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, y compris des estimations actualisées sur le coût et l'accessibilité des régimes alimentaires sains. Pour la première fois, il présente également un nouvel indicateur des ODD relatif à la diversité alimentaire minimale. Bien que des

⁴ Le programme détaillé de l'atelier est disponible [ici](#). Le rapport est en cours d'élaboration.

progrès et un redressement aient été réalisés ces dernières années, le monde est toujours au-dessus des niveaux de la pandémie de COVID-19 et loin d'éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition sous toutes ses formes d'ici à 2030 (cible 2.1 des ODD)

ACTIVITÉS DE LA FAO

Activités de la FAO sur l'étiquetage des denrées alimentaires

11. Lors de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), les gouvernements ont reconnu l'importance de donner aux consommateurs les moyens de faire des choix alimentaires éclairés et de soutenir des régimes alimentaires sains grâce à des renseignements nutritionnels améliorés et fondés sur des données probantes. L'étiquetage des denrées alimentaires a été établi comme un domaine d'action prioritaire dans le cadre d'action de la CIN2 (FAO/OMS, 2014).

12. Pour aider les pays à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des programmes d'étiquetage des denrées alimentaires, la FAO a entrepris une série d'activités techniques et de développement des capacités.

13. La FAO dispose d'un site Internet consacré à l'étiquetage des denrées alimentaires (<https://www.fao.org/food-labelling/fr>) qui fournit des renseignements sur les normes et directives en matière d'étiquetage des denrées alimentaires, les activités de la FAO et les ressources techniques. Il comprend un manuel sur l'étiquetage des denrées alimentaires qui présente les concepts clés et soutient les organismes de réglementation et les autres intervenants impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques d'étiquetage des denrées alimentaires⁵.

14. Au niveau régional, la FAO a soutenu des travaux en Amérique latine et dans les Caraïbes par l'intermédiaire de son bureau régional. Une note d'orientation conjointe FAO/OPS/UNICEF⁶ passe en revue les données disponibles sur les systèmes d'étiquetage nutritionnel sur le devant des emballages (FOPNL) dans la région et souligne les principales considérations pour la mise en œuvre des politiques. D'autres études ont été entreprises, notamment une étude complète au Panama⁷; une étude multicentrique à travers l'Amérique latine menée avec l'Institut national de santé publique (INSP) du Mexique⁸; et une étude régionale avec l'Institut de nutrition de l'Amérique centrale et du Panama (INCAP)⁹ portant sur les défis liés à la mise en œuvre des étiquettes d'avertissement nutritionnel en Amérique centrale.

15. L'étiquetage des denrées alimentaires et les choix alimentaires des consommateurs ont également été abordés lors du Forum sur la science et l'innovation de la FAO 2024 dans le cadre d'une session intitulée « *Mindful Bites: A Shared Pathway for Inclusive Food Choices through Behavioural Science* »¹⁰.

16. De plus, la FAO, avec le soutien des gouvernements japonais et irlandais, a mis en œuvre des initiatives de développement des capacités au Ghana, au Kenya, au Vietnam et au Malawi, afin de renforcer les systèmes alimentaires sensibles à la nutrition et d'améliorer la capacité des PME à mettre en œuvre l'étiquetage des denrées alimentaires. Les activités comprennent des programmes de mentorat et d'accompagnement pour les PME, l'intégration de sujets liés à la nutrition dans les programmes universitaires, la fourniture de cours d'apprentissage en ligne sur les PME et la nutrition¹¹ par le biais de l'Académie d'apprentissage en ligne de la FAO, le développement de matériel de formation sur l'amélioration des modèles commerciaux pour les aliments nutritifs¹², et des ateliers nationaux multipartites pour déterminer les priorités en matière de politique et de développement des capacités.

Rôle de la FAO dans le soutien aux pays pour le développement d'étiquettes contribuant à un système alimentaire durable

17. La FAO soutient le développement de produits de qualité liés à l'origine géographique qui contribueront au développement rural. Les indications géographiques (IG) désignent les produits dont les caractéristiques particulières, les qualités ou la réputation résultent essentiellement de leur origine géographique. Les IG sont des outils juridiques de protection des droits de propriété intellectuelle conformément à l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) de l'Organisation mondiale du commerce et à l'Acte de Genève de l'Arrangement de Lisbonne de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Les IG sont également des outils pour le

⁵ Manuel sur l'étiquetage des denrées alimentaires pour la protection des consommateurs :

<https://openknowledge.fao.org/items/44a2f861-48d8-4e66-82d2-39392db9ecc7>

⁶ <https://openknowledge.fao.org/items/44a2f861-48d8-4e66-82d2-39392db9ecc7>

⁷ <https://www.cambridge.org/core/journals/public-health-nutrition/article/effects-of-front-of-package-nutrition-labelling-systems-on-objective-understanding-and-purchase-intention-in-panama-results-from-a-multiarm-parallel-group-randomised-controlled-trial/CB147F3F786FC7AD790CEBC5404B0EFF>

⁸ [Impact of front-of-package nutrition labels on acceptability and objective understanding: A randomized experiment in Latin American adults](https://www.cambridge.org/core/journals/public-health-nutrition/article/effects-of-front-of-package-nutrition-labelling-systems-on-objective-understanding-and-purchase-intention-in-panama-results-from-a-multiarm-parallel-group-randomised-controlled-trial/CB147F3F786FC7AD790CEBC5404B0EFF)

⁹ <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S019566632400494X?via%3Dihub>

¹⁰ Details about SIF and Mindful Bites: <https://www.fao.org/science-technology-and-innovation/science-innovationforum-2024/programme-sif-2024/mindful-bites-a-shared-pathway-of-inclusive-food-choices-and-behavioural-science/en>

¹¹ <https://elearning.fao.org/course/view.php?id=725>

¹² <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/eedf6b25-485b-4e15-a66b-f1a49ef795af/content>

développement de systèmes alimentaires durables, car elles peuvent faciliter la gestion directe par la communauté locale des producteurs et la préservation des ressources naturelles locales. Les étiquettes basées sur l'origine préservent et valorisent les produits alimentaires traditionnels de qualité, au bénéfice des producteurs, en particulier des agriculteurs familiaux et des petits exploitants, mais aussi des consommateurs, en favorisant un meilleur accès à des aliments locaux nutritifs. La FAO a créé un site Web thématique pour fournir des renseignements sur sa vision et ses activités dans ce domaine (<https://www.fao.org/geographical-indications/fr>)

Activités de composition des aliments FAO/INFOODS

18. La FAO coordonne le Réseau international des systèmes de données sur les aliments (INFOODS), un réseau mondial d'experts travaillant à l'amélioration de la qualité, de la disponibilité, de la fiabilité et de l'utilisation des données sur la composition des aliments. Ces données sont essentielles pour évaluer l'apport alimentaire et la qualité de l'alimentation, ainsi que pour soutenir l'élaboration de recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments, l'étiquetage nutritionnel et certaines normes du Codex. La FAO met actuellement à jour et élargit la base de données mondiale FAO/INFOODS sur la composition des aliments pour les poissons et les crustacés (uFiSh)¹³, élaborée pour la première fois en 2016, afin d'y inclure des données actualisées sur la composition en nutriments de diverses espèces de poissons et de plantes aquatiques, la version révisée étant attendue d'ici la fin de 2026. La FAO a également fourni un soutien technique pour les mises à jour 2025 de la table de composition des aliments éthiopiens¹⁴ et du livre de recettes des aliments éthiopiens¹⁵, et soutient le développement de la base de données sur la composition des aliments asiatiques avec 11 pays participants (Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Indonésie, République kirghize, Mongolie, Népal, Philippines, Sri Lanka, Thaïlande et Vietnam) pour mieux représenter les cultures alimentaires régionales.

19. En 2024, la FAO a publié la Table de conversion nutritionnelle (TCN) globale pour les comptes disponibilités et utilisations (CDU)¹⁶, qui fournissent des statistiques sur les disponibilités alimentaires au niveau national pour presque tous les pays et territoires du monde entier depuis 1961. La TCN a été développée à partir de bases de données nationales et régionales de haute qualité sur la composition des aliments et a également été publiée en anglais et en espagnol. Les statistiques des CDU basées sur la TCN globale sont disponibles dans le domaine de l'alimentation et du régime alimentaire de FAOSTAT¹⁷, la dernière mise à jour datant d'octobre 2025. De plus, en septembre 2025, la FAO a accueilli la 14^e Conférence internationale sur les données alimentaires¹⁸, réunissant plus de 140 experts de plus de 40 pays pour discuter du rôle des bases de données sur la composition des aliments dans la promotion de régimes alimentaires sains et de systèmes agroalimentaires durables. Des articles sélectionnés de la conférence, évalués par des pairs, seront publiés dans le Journal of Food Composition and Analysis en 2026.

Aliments alternatifs d'origine animale: examen complet des éléments probants concernant les bénéfices et les risques pour la nutrition, l'environnement, les moyens de subsistance et la sécurité sanitaire des aliments

20. La FAO établira un examen complet accompagné de recommandations sur l'état actuel des connaissances dans ce domaine. À cette fin, l'Organisation a demandé une série d'examens rigoureux de la portée et textuels de l'état actuel des données probantes concernant les avantages et les risques pour la nutrition, l'environnement, les considérations socioéconomiques et la sécurité sanitaire des aliments, liés aux aliments alternatifs d'origine animale. Le travail de la FAO comprendra la définition des aliments alternatifs d'origine animale et de leurs sous-catégories, ainsi que l'élaboration d'un glossaire de la terminologie et des synonymes pertinents. Outre le document de la FAO, ces examens devraient être publiés dans un numéro spécial de *The Lancet Planetary Health*. Les principales conclusions ont été présentées lors de manifestations scientifiques importantes, notamment au Congrès international sur la nutrition, en août 2025.

Travaux ad hoc de la FAO sur la composition nutritionnelle des aliments et des boissons à base de protéines végétales et d'autres sources de protéines

21. Suite à une demande présentée au Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime (CCNFSDU), à sa 43^e session, la FAO a préparé une étude bibliographique visant à orienter l'élaboration future des directives comprenant les principes généraux relatifs à la composition nutritionnelle des aliments et des boissons à base de protéines végétales et d'autres sources de protéines. L'étude est attendue fin 2026. Elle fait état de la littérature contenant des données sur les profils nutritionnels des aliments et des boissons à base de protéines végétales et d'autres sources de protéines destinés à remplacer les produits d'origine animale actuellement sur le marché, et compare ces produits à leurs équivalents d'origine animale. Les principaux résultats seront présentés lors de la 14^e Conférence internationale sur les données alimentaires, en septembre 2025.

¹³ <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/i6655en>

¹⁴ <https://ephi.gov.et/wp-content/uploads/2026/02/Ethiopian-Food-Composition-Table-2025.pdf>

¹⁵ <https://ephi.gov.et/wp-content/uploads/2026/02/Ethiopian-Foods-Recipe-Book-2025.pdf>

¹⁶ <https://doi.org/10.4060/cc9678en>

¹⁷ <https://www.fao.org/faostat/en/#data/SUA>

¹⁸ <https://www.fao.org/nutrition/assessment/14th-international-food-data-conference/en/>

Groupe consultatif technique mixte AIEA/FAO sur la base de données relative à la qualité des protéines et réunions pertinentes

22. La définition précise de la quantité et la qualité requises pour répondre aux besoins nutritionnels humains et la description appropriée des protéines fournies par les aliments et des régimes alimentaires sont essentielles pour atteindre les cibles mondiales de nutrition. Les avis scientifiques sur l'évaluation de la qualité des protéines sont également pertinents pour l'élaboration des normes et directives alimentaires du Codex Alimentarius. Les données normalisées sur la qualité des protéines des aliments chez les humains peuvent éclairer le dialogue sur les recommandations concernant les besoins en protéines pour toutes les tranches d'âge, en particulier au cours des trois premières années de vie. Deux récentes consultations d'experts tenues en 2022¹⁹ et 2024²⁰ ont convenu de la constitution d'une base de données mixte FAO/AIEA sur la digestibilité iléale des protéines et différents acides aminés dans les aliments consommés par les humains. Les données sont compilées par le biais d'un processus d'examen systématique axé sur l'achèvement des données *in vivo*, l'objectif étant de publier la base de données au début de l'année 2026. La base de données a été présentée lors d'événements scientifiques majeurs, notamment lors de la 14^e Conférence internationale sur les données alimentaires qui s'est tenue en septembre 2025.

Réunion conjointe AIEA/FAO/OMS chargée d'examiner les besoins énergétiques humains

23. Vingt ans après la publication du rapport de la consultation mixte d'experts FAO/OMS/UNU sur les besoins énergétiques humains en 2024, la FAO et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) mettent à jour ces besoins pour une application à l'échelle mondiale. Cette mise à jour s'appuiera sur la documentation de plus en plus importante consacrée aux groupes de population du monde entier et sur la richesse des données relatives aux dépenses énergétiques pour différents groupes d'âge, qui sont désormais disponibles dans la base de données sur l'eau doublement marquée de l'AIEA. Ces données de pointe seront utilisées pour établir de nouvelles équations permettant de prédire les besoins énergétiques pour différents groupes d'âge et de genre. Deux réunions consultatives organisées récemment en 2024 et 2025 ont réuni des experts de premier plan afin d'évaluer l'état actuel des données probantes scientifiques susceptibles d'étayer une mise à jour des besoins énergétiques à l'aide de la base de données sur l'eau doublement marquée, ainsi que les incidences possibles sur divers groupes d'utilisateurs. Les experts ont également abordé les lacunes en matière de données, en particulier pour certaines populations et certains contextes environnementaux sous-représentés, qui pourraient avoir une incidence sur les dépenses énergétiques, et ont décidé de procéder à la mise à jour des besoins énergétiques humains.

Mise à jour de la vision et de la stratégie de la FAO relatives aux activités en matière de nutrition

24. Lors de sa 139^e session, le Comité du Programme de la FAO²¹ a approuvé une mise à jour de la vision et de la stratégie relatives aux activités en matière de nutrition en réponse à l'évolution du contexte mondial de la faim et de la malnutrition depuis l'adoption de la Stratégie en 2021. Cette mise à jour vise à renforcer la capacité de la FAO à contribuer de manière significative à l'amélioration des résultats nutritionnels. Aligné sur le Cadre stratégique de la FAO 2022-2031, le document mis à jour est intitulé *Vision et approche relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition*. Il met en évidence les domaines de travail prioritaires et fournit une vue d'ensemble claire des résultats escomptés et des voies à suivre pour les atteindre dans le cadre des activités de la FAO en matière de nutrition. Le document *Vision et approche relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition* s'appuie sur les résultats de plusieurs examens externes existants et en cours concernant certains aspects du travail de la FAO sur la nutrition, sur l'examen en cours du cadre stratégique de la FAO et sur les activités de réflexion stratégique planifiées.

Rapport de haut niveau sur les régimes alimentaires sains 2026

25. Le rapport de haut niveau de la FAO sur les régimes alimentaires sains, dont la publication est prévue en 2026, vise à apporter une contribution essentielle au programme mondial pour la nutrition. Il présentera un examen approfondi des données probantes relatives aux mesures visant à promouvoir et à faciliter l'accès à une alimentation saine et à la consommation d'aliments sains. Conformément à la vision et à l'approche actualisées en matière de nutrition, il mettra l'accent sur les domaines les plus importants pour les membres et les partenaires de la FAO. Il rassemblera les connaissances et les données disponibles à l'heure actuelle qui permettent de déterminer les principales opportunités, les lacunes persistantes et les problèmes cruciaux – allant de la définition d'une alimentation saine aux données disponibles, et des données probantes aux stratégies concrètes. Le rapport est destiné à informer les acteurs qui ne sont pas des experts techniques dans divers domaines, notamment les gouvernements, la FAO et les organismes des NU, les universités et les organisations chargées de la mise en œuvre.

Bases de données sur la consommation alimentaire mondiale

26. L'outil FAO/OMS de diffusion de données individuelles de consommation alimentaire au niveau mondial (FAO/WHO GIFT) est une plateforme en ligne publique, hébergée par la FAO et soutenue par l'OMS qui permet la diffusion de données quantitatives sur la consommation alimentaire individuelle, en particulier

¹⁹ <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd1021en>

²⁰ <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd7053en>

²¹ [CL 176/9 - Report of the 139th Session of the Programme Committee \(Rome, 11-15 November 2024\)](#)

dans les pays à faible revenu et à revenu moyen. Cette base de données complète est un outil polyvalent qui permet aux utilisateurs de télécharger gratuitement les données disponibles dans un format suivant une structure de données et un livre-code normalisés. En outre, la plateforme fournit des visualisations de données liées à la consommation alimentaire, aux apports nutritionnels, à la diversité alimentaire, à la sécurité sanitaire des aliments et aux impacts environnementaux de l'alimentation. La plateforme utilise un système de classification et de description des aliments appelé FoodEx2, qui permet d'harmoniser les noms et les codes des aliments dans divers ensembles de données. FoodEx2 a été développé par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) et consolidé en vue d'un usage mondial par la FAO. FAO/WHO GIFT est alimentée en permanence par des données supplémentaires. À ce jour, la plateforme contient des données provenant de 67 enquêtes (23 nationales et 44 infranationales) de 37 pays différents. La plateforme contient également une carte d'inventaire mondiale composée de renseignements détaillés sur 354 enquêtes (184 nationales et 170 infranationales). La plateforme FAO/WHO GIFT est disponible à l'adresse <http://www.fao.org/gift-individual-food-consumption/fr/>.

27. En 2025 et au début de 2026, la FAO a fait progresser les activités de communication associées sur les bases de données de la consommation alimentaire mondiale par le biais de directives et de publications évaluées par des pairs²².

28. En 2024, la FAO a lancé un nouveau domaine sur FAOSTAT, la base de données statistiques institutionnelle pour l'alimentation et l'agriculture. Le nouveau domaine, dénommé « Alimentation et régime alimentaire », a été développé pour partager des statistiques sur différents types de données liées à l'alimentation dans un effort pour aider à combler les lacunes dans les données et contribuer à une meilleure orientation pour les politiques de systèmes agroalimentaires liés à la nutrition. Les statistiques pour quatre types de données sont présentées dans quatre sous-domaines : disponibilité, fondé sur les comptes d'utilisation de l'approvisionnement; consommation apparente, fondé sur les enquêtes sur la consommation et les dépenses des ménages; consommation, fondé sur les enquêtes quantitatives sur l'apport alimentaire individuel représentatif à l'échelle nationale; et diversité, fondé sur l'indicateur de diversité alimentaire minimale chez les femmes (DAM-F). Au total, 24 éléments nutritifs sont présentés pour les trois premiers sous-domaines et les statistiques par catégorie d'aliments disponible pour les quatre sous-domaines sont fondées sur une classification de catégories d'aliments liées à la nutrition. Le domaine Alimentation et régime alimentaire sur FAOSTAT est disponible à l'adresse <https://www.fao.org/faostat/fr/#data>.

29. En octobre 2025, la FAO a élargi la quantité de données mises à disposition par le biais du domaine alimentaire et diététique de FAOSTAT en augmentant le nombre d'enquêtes ou d'années partagées en tant que statistiques sur la plateforme en 2024. Les activités de communication ont soutenu ces mises à jour²³.

Directives diététiques basées sur les systèmes alimentaires

30. La FAO, en collaboration avec des experts de renommée mondiale, a élaboré une nouvelle méthodologie pour l'élaboration et la mise en œuvre de directives diététiques de deuxième génération basées sur les systèmes alimentaires. Cette approche permet aux pays d'aborder les priorités en matière de santé et de nutrition tout en ancrant les recommandations dans une analyse ciblée des systèmes alimentaires, augmentant ainsi leur pertinence et soutenant la transformation des systèmes alimentaires vers une durabilité socioculturelle, économique et environnementale. Les directives résultant de cette nouvelle méthodologie sont des recommandations multi-niveaux propres au contexte qui permettent aux gouvernements de définir ce qui constitue une alimentation saine à partir de systèmes alimentaires durables, d'aligner les politiques et programmes liés à l'alimentation et d'aider les populations à adopter des habitudes et des pratiques alimentaires plus saines et plus durables. Élaborée dans le cadre d'un processus multidisciplinaire et multisectoriel fondé sur des données probantes, la méthodologie produit un ensemble de produits et de ressources visant à améliorer les pratiques liées à l'alimentation, à obtenir de meilleurs résultats en matière de santé et de nutrition, et à obtenir des avantages plus larges en termes de durabilité. Un aperçu de la méthodologie²⁴ est disponible à l'adresse, et la FAO a commencé à la publier sous forme de modules, des modules supplémentaires devant être publiés au cours de l'année 2026.

- ²² Balcerzak, A., Gie, S.M., Padula de Quadros, V., Allemand, P., Tereza da Silva, J., Hanley-Cook, G., Holmes, B.A. 2026. *Food groupings applied in the FAO/WHO Global Individual Food Consumption Data Tool*. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cd7985en>
- de Quadros VP, Tereza da Silva J, Balcerzak A, Allemand P, Leclercq C, Ferrari M, Schmidt Rivera X, Reynolds C and Holmes BA (2025) Estimating the environmental impact of diets based on individual-level dietary intake data: infographics on the FAO/WHO GIFT platform. *Front. Sustain. Food Syst.* 9:1662566. <https://doi.org/10.3389/fsufs.2025.1662566>
- Tereza da Silva, J., Padula de Quadros, V., Fellegger Garzillo, J. M., Takacs, B., Balcerzak, A., Frankowska, A., Kluczkovsk, A., Rose, D., Schmidt Rivera, X., Holmes, B. A., Reynolds, C. A method to rapidly match environmental impact data to > 60 dietary datasets. *Environmental Research: Food Systems* 2 045009. [doi: 10.1088/2976-601X/ae08b](https://doi.org/10.1088/2976-601X/ae08b)
- ²³ FAO. 2025. Food and diet – Statistics on dietary data – October 2025 update. FAOSTAT Analytical Briefs, No. 113. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd7164en>
- FAO. 2025. Food and diet – Statistics on dietary data – October 2025 update. FAOSTAT Analytical Briefs, No. 113. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd7164en>

²⁴ <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cc9394en>

31. Lors de la 33^e session du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe (CCEURO33), la FAO a présenté la méthodologie des Directives diététiques basées sur les systèmes alimentaires, et les membres ont encouragé le développement et la mise en œuvre de directives diététiques en utilisant une approche des systèmes alimentaires qui intègre des considérations de durabilité. Un groupe de travail électronique (GTE), soutenu par la FAO et l'OMS et présidé par l'Allemagne avec le Kazakhstan, la Turquie et l'Espagne comme coprésidents, a été créé en 2024 pour évaluer les besoins des membres, examiner les outils existants et proposer des mesures de suivi, avec un rapport à présenter au CCEURO34²⁵.

32. La FAO continue de fournir un soutien technique aux pays qui élaborent des directives diététiques et, au cours des quatre dernières années, elle a aidé 14 pays en Afrique, 9 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2 en Europe et en Asie centrale, et 1 en Asie et dans le Pacifique. Le site Web de la FAO sur les directives diététiques basées sur les systèmes alimentaires, lancé en 2014 et contenant actuellement des renseignements provenant de 100 pays, sera remanié et mis à jour en 2026. Pour accéder au site Web de la FAO sur les directives diététiques : <https://www.fao.org/nutrition/education-nutritionnelle/food-dietary-guidelines/home/fr/>.

Alimentation et nutrition en milieu scolaire

33. En 2025, la FAO, en collaboration avec le PAM et SchoolFood4Change, a organisé une série de webinaires mondiaux pour promouvoir des approches intégrées de l'alimentation et de la nutrition à l'école, en mettant l'accent sur la participation des jeunes, les approches globales de l'école et l'alignement des programmes de repas scolaires sur la durabilité environnementale et sociale par le biais des achats publics de denrées alimentaires. La FAO a également co-organisé un événement parallèle au Sommet sur la nutrition pour la croissance, présentant des données probantes sur la façon dont des normes nutritionnelles strictes pour les repas scolaires peuvent améliorer les régimes alimentaires des enfants et soutenir la durabilité, tout en introduisant une nouvelle méthodologie mondiale et un ensemble de directives qui seront publiées en 2026. La FAO reste un membre actif de la School Meals Coalition et apporte son expertise technique aux initiatives sur le suivi, la recherche, les directives nutritionnelles pour les programmes de repas scolaires, les cadres politiques et les achats publics de denrées alimentaires.

34. La FAO reconnaît que les écoliers sont une population prioritaire pour les interventions nutritionnelles et considère les écoles comme un cadre idéal pour soutenir la nutrition et le développement des enfants et des adolescents. Sur la base du Cadre de la FAO pour l'alimentation et la nutrition scolaires²⁶ et du livre blanc sur l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire²⁷, la FAO collabore depuis 2021 avec l'UNICEF pour renforcer l'éducation alimentaire et nutritionnelle en milieu scolaire dans les pays à revenu faible et intermédiaire, dans le but ultime de promouvoir les compétences alimentaires qui soutiennent l'adoption de régimes alimentaires plus sains et plus durables. Dans le cadre de cette initiative, la FAO et l'UNICEF aident le Ghana à intégrer l'éducation alimentaire et nutritionnelle orientée vers l'action dans les programmes scolaires nationaux, et un ensemble complet de mesures de développement des capacités devrait être publié d'ici juin 2026. Le [School Food Global Hub](#)²⁸ continue à stimuler le dialogue mondial sur l'alimentation scolaire, avec actuellement 48 profils de pays et un répertoire de ressources techniques, d'études de cas et de documents d'orientation.

35. En 2025, la FAO, en collaboration avec le PAM et SchoolFood4Change, a organisé une série de webinaires mondiaux pour promouvoir des approches intégrées de l'alimentation et de la nutrition à l'école, en mettant l'accent sur la participation des jeunes, les approches globales de l'école et l'alignement des programmes de repas scolaires sur la durabilité environnementale et sociale par le biais des achats publics de denrées alimentaires. La FAO a également co-organisé un événement parallèle au Sommet sur la nutrition pour la croissance, présentant des données probantes sur la façon dont des normes nutritionnelles strictes pour les repas scolaires peuvent améliorer les régimes alimentaires des enfants et soutenir la durabilité, tout en introduisant une nouvelle méthodologie mondiale et un ensemble de directives qui seront publiées en 2026. La FAO reste un membre actif de la School Meals Coalition et apporte son expertise technique aux initiatives sur le suivi, la recherche, les directives nutritionnelles pour les programmes de repas scolaires, les cadres politiques et les achats publics de denrées alimentaires.

ACTIVITÉS DE L'OMS

Alcool

36. Les exigences en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées varient considérablement d'un pays à l'autre, ce qui indique que les législations nationales sur les boissons alcoolisées ne bénéficient pas du même degré de conformité avec les textes du Codex que celles qui s'appliquent à d'autres produits

²⁵ https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/shproxy/pl/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX706-33%252FREPORT%252FREP24_EUROf.pdf

²⁶ Cadre de la FAO pour l'alimentation et la nutrition scolaires, 2019, <https://openknowledge.fao.org/items/17b89482-493a-485c-b5ed-c0311dc9e32f>

²⁷ FAO. 2020. School-based food and nutrition education – A white paper on the current state, principles, challenges and recommendations for low- and middle-income countries. Rome. <https://doi.org/10.4060/cb2064en>

²⁸ <https://www.fao.org/platforms/school-food/fr>

alimentaires. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en 2019, seuls [42 pays](#) exigeaient des renseignements aux consommateurs tels que les calories, les additifs, les vitamines et les micronutriments, [55 pays](#) imposaient au moins un avertissement sanitaire, et [104 pays](#) exigent l'étiquetage de la teneur en alcool. Ces incohérences quant au moment et à la manière dont les renseignements sont fournis d'un pays à l'autre entraînent des coûts directs de mise en conformité, créent une complexité logistique – une barrière non tarifaire –, désavantagent les petits et moyens producteurs dans le commerce transfrontalier, réduisant l'accès concurrentiel aux marchés étrangers, augmentent les litiges et peuvent empêcher les gouvernements d'adopter des mesures de protection des consommateurs plus strictes.

37. Le défi est mis en évidence par les 2,6 millions de décès en 2019 et la contribution de 4,7 % de la consommation d'alcool au fardeau mondial de morbidité. Une relation de cause à effet a été scientifiquement établie entre la consommation d'alcool et plusieurs problèmes de santé, dont sept types de cancer. De plus, la consommation d'alcool contribue de manière substantielle aux dommages subis par l'individu et son entourage, y compris les risques accrus de violence à l'égard des femmes et des enfants, ainsi que l'incidence plus élevée des blessures et des infractions pénales. Pour ces raisons, les pays ont adopté à l'unanimité le [Plan d'action mondial contre l'alcool de l'OMS 2022-2030](#) en mai 2022.

38. Les boissons alcoolisées contiennent de l'éthanol, une substance intoxicante et génératrice de dépendance. Actuellement, l'élimination complète de l'éthanol reste un défi. C'est pourquoi il est nécessaire d'élaborer des directives et des normes internationales communes pour protéger la santé publique et promouvoir des pratiques commerciales loyales afin de relever ce défi.

39. D'août 2024 à juillet 2025, l'OMS a fourni une assistance technique aux pays qui conçoivent ou élaborent des normes d'étiquetage pour les boissons alcoolisées. Parallèlement, plusieurs initiatives de recherche ont été lancées pour collecter et analyser des données de première main dans la région européenne. Des activités de formation et de renforcement des capacités sur l'étiquetage des boissons alcoolisées et les politiques à fort impact ont été organisées dans 15 pays de la région africaine de l'OMS. Enfin, l'OMS a fourni un soutien technique et des services de secrétariat à un groupe de pays réunis en 2025 pour élaborer une proposition visant à adapter les normes du Codex aux boissons alcoolisées. Le résultat de ce travail a été soumis au secrétariat du Codex pour inclusion dans le point de l'ordre du jour du CCFL49.

40. En 2025, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a publié les [Manuels de prévention des cancers Volume 20B](#). Élaborés par un groupe de travail indépendant composé d'experts internationaux selon un processus rigoureux et transparent, exempt de conflits d'intérêts, ces nouveaux manuels du CIRC fournissent des analyses complètes et des évaluations consensuelles des mesures de prévention des cancers, qui peuvent être utilisées par les gouvernements du monde entier pour élaborer des recommandations et des politiques. Les résultats du manuel ne laissent planer aucun doute : la taxation de l'alcool, la restriction de sa disponibilité et les interdictions strictes de commercialisation réduisent la consommation d'alcool au niveau de la population et, par voie de conséquence, la charge de morbidité liée au cancer.

Classification des aliments, y compris les profils nutritionnels, à l'appui les politiques en matière d'environnement alimentaire

41. Dans le cadre de son mandat normatif, l'OMS travaille depuis plus de dix ans à l'établissement de modèles de profilage nutritionnel (MPN)²⁹. L'OMS s'est d'abord attachée à fournir des principes directeurs généraux fondés sur des données probantes pour l'élaboration et la mise en œuvre des MPN, ce qui a conduit à l'élaboration de modèles propres à chaque région dans les six régions de l'OMS, afin d'aider les gouvernements à mettre en œuvre des politiques visant à protéger les enfants des effets néfastes de la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées.^{30, 31, 32, 33, 34, 35}

42. Ces directives ont évolué. Par exemple, le MPN pour la région européenne de l'OMS, publié en 2015, vient d'être mis à jour³⁶. Les directives ont également été élargies pour couvrir d'autres politiques ciblant l'environnement alimentaire. Par exemple, le MPN développé pour la région des Amériques en 2016 a été conçu pour de multiples applications, y compris l'étiquetage sur le devant des emballages, la réglementation des environnements scolaires, les politiques fiscales sur les aliments et les boissons non alcoolisées, parmi d'autres politiques. Les modèles élaborés par l'OMS en Asie du Sud-Est (ASEAN) et en Afrique (AFRO) comprennent des définitions des aliments et des boissons non alcoolisées présentant une teneur excessive

²⁹ WHO. Nutrient profiling: Report of a WHO/IASO technical meeting. (2010):

https://apps.who.int/nutrition/publications/profiling/WHO_IASO_report2010/en/index.html

³⁰ WHO/EURO Nutrient profiling model (2015): https://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0005/270716/Nutrientchildren_web-new.pdf

³¹ WHO/WPRO Nutrient profiling model (2016): <https://www.who.int/publications/i/item/9789290617853>

³² WHO/PAHO Nutrient profiling model (2016): https://iris.paho.org/bitstream/handle/10665.2/18621/9789275118733_eng.pdf

³³ WHO/SEARO Nutrient profiling model (2017): <https://apps.who.int/iris/handle/10665/253459>

³⁴ WHO/EMRO Nutrient profiling model (2017): https://applications.emro.who.int/dsaf/EMROPUB_2017_en_19632.pdf

³⁵ WHO/AFRO Nutrient profiling model (2019): <https://apps.who.int/iris/handle/10665/329956>

³⁶ WHO/EURO Nutrient profiling model. 2nd edition (2023): <https://www.who.int/europe/publications/i/item/WHO-EURO2023-6894-46660-68492>

en graisses totales, en graisses saturées, en sucres libres et en sodium, qui pourraient être utilisées dans d'autres politiques nécessitant une telle définition.

43. L'adoption des MPN régionaux de l'OMS par les pays a renforcé leurs politiques de promotion et de protection d'une alimentation saine et de la santé publique, et a réduit le temps qu'il leur faut pour apporter ces avantages à leurs populations³⁷. À la demande des États membres, l'OMS a poursuivi ses travaux sur les mécanismes nationaux de prévention, y compris pour des applications autres que les restrictions à la commercialisation^{38, 39}. Ces activités compléteront également les prochaines lignes directrices de l'OMS sur les politiques d'étiquetage nutritionnel⁴⁰, les lignes directrices publiées sur les politiques fiscales visant à promouvoir des régimes alimentaires sains⁴¹ et les politiques visant à protéger les enfants des effets néfastes de la commercialisation des aliments⁴², et revêtent une importance particulière pour les régions qui ont initialement axé leurs mécanismes nationaux de prévention sur les politiques visant à restreindre la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées.

44. Des travaux sont en cours pour élaborer des directives en vue d'établir des modèles de profilage pour l'étiquetage sur le devant des emballages dans les régions où les modèles régionaux de l'OMS sont principalement axés sur les réglementations en matière de commercialisation. L'OMS continuera à fournir des directives et un soutien technique à ses États membres pour faire progresser la mise en œuvre des politiques relatives à l'environnement alimentaire, afin de promouvoir des régimes alimentaires sains, y compris des directives sur les modèles de profilage qui sous-tendent ces mesures.

45. Alors que les pays adoptent de plus en plus une série de mesures réglementaires complémentaires pour réduire les risques alimentaires, il est possible d'examiner la manière dont les aliments sont identifiés à des fins réglementaires de manière plus cohérente. Si l'établissement de profilage nutritionnel reste au cœur de nombreuses politiques, les données probantes émergentes et l'expérience politique suggèrent que la composition nutritionnelle seule ne permet pas de saisir pleinement toutes les caractéristiques pertinentes pour le risque alimentaire. L'OMS élabore donc une **note d'information sur le profilage des aliments en vue de mesures réglementaires**. La note décrit une approche de santé publique qui intègre des critères basés sur les nutriments et des paramètres réglementaires pour identifier les aliments actuellement connus sous le nom de produits alimentaires ultra-transformés, dans le but de fournir aux organismes de réglementation et aux décideurs politiques un outil pratique et rationalisé permettant d'évaluer des produits alimentaires individuels et de soutenir de multiples applications réglementaires.

Principaux repères de l'OMS sur l'alimentation saine 2026

46. En janvier 2026, l'OMS a mis à jour ses principaux repères sur l'alimentation saine en y intégrant les directives et conseils les plus récents fondés sur des données probantes⁴³. Le document est disponible dans toutes les langues des Nations Unies. Les principaux repères soulignent des points clés tels que l'importance d'une alimentation saine, une vue d'ensemble des habitudes alimentaires et des défis mondiaux, et les principes de base d'une alimentation saine. Ils couvrent également les orientations de l'OMS sur les différents nutriments (par exemple, les glucides, les sucres, les graisses, les protéines, les micronutriments, le sel, le sodium et le potassium) et les considérations relatives aux nourrissons et aux jeunes enfants, suivies de sections sur la manière de promouvoir une alimentation saine au niveau des politiques et de la population.

Élaboration de lignes directrices de l'OMS sur les politiques relatives à l'environnement alimentaire (Sous-groupe sur les actions politiques du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS [NUGAG])

47. Conformément au processus d'élaboration des lignes directrices de l'OMS, le sous-groupe sur les actions politiques du NUGAG travaille à l'élaboration de lignes directrices fondées sur des données probantes concernant les politiques prioritaires en matière d'environnement alimentaire, afin de réduire les maladies non transmissibles liées à l'alimentation et d'aider les États membres à mettre en œuvre des mesures réglementaires efficaces. La **ligne directrice de l'OMS sur les politiques fiscales visant à promouvoir une alimentation saine**⁴⁴, élaborée par le NUGAG, a été lancée en juin 2024. Elle fournit des recommandations

³⁷ Crosbie E, et al. A policy study on front-of-pack nutrition labeling in the Americas: emerging developments and outcomes. *Lancet Reg Health Am.* 2022;18:100400. doi: 10.1016/j.lana.2022.100400

³⁸ Use of nutrient profile models for nutrition and health policies: meeting report on the use of nutrient profile models in the WHO European Region, September 2021. (2022): <https://www.who.int/europe/publications/i/item/WHO-EURO-20226201-45966-66383>

³⁹ The Global RECAP: Global Regulatory and Fiscal Capacity Building Programme (2023): <https://www.who.int/initiatives/global-regulatory-and-fiscal-policy-capacity-buidling-programme>

⁴⁰ Sixth meeting of the WHO Nutrition Guidance Expert Advisory Group (NUGAG) Subgroup on Policy Actions (2022): [https://www.who.int/news-room/events/detail/2022/12/14/default-calendar/sixth-meeting-of-the-who-nutrition-guidanceexpert-advisory-group-\(nugag\)-subgroup-on-policy-actions](https://www.who.int/news-room/events/detail/2022/12/14/default-calendar/sixth-meeting-of-the-who-nutrition-guidanceexpert-advisory-group-(nugag)-subgroup-on-policy-actions)

⁴¹ Public consultation on the draft WHO guideline on fiscal policies to promote healthy diets (2022): <https://www.who.int/news-room/articles-detail/public-consultation-on-the-draft-guideline-fiscal-policies-to-promotehealthy-diets>

⁴² Public consultation on the draft WHO guideline on policies to protect children from the harmful impact of food marketing (2022): <https://www.who.int/news-room/articles-detail/Online-public-consultation-on-draft-guideline-on-policies-to-protect-children-from-the-harmful-impact-of-food-marketing>

⁴³ <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/healthy-diet>

⁴⁴ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240091016>

sur la taxation et les subventions, y compris la taxation des boissons sucrées, afin de réduire la consommation de produits riches en nutriments préoccupants et de générer des revenus pour la promotion de la santé. L'OMS continue de soutenir les pays dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures fiscales, notamment par le biais d'une assistance technique et d'échanges de connaissances entre pays. La ligne directrice sur les politiques visant à protéger les enfants des effets néfastes de la **commercialisation des produits alimentaires**⁴⁵, élaborée par le NUGAG, a été lancée en juillet 2023. Elle fournit des recommandations sur les approches obligatoires visant à restreindre la commercialisation d'aliments riches en graisses saturées, en acides gras trans, en sucres libres ou en sodium auprès des enfants.

48. L'OMS aide les États membres à renforcer les cadres réglementaires et les mécanismes de mise en œuvre conformément à la directive. La **ligne directrice de l'OMS sur les politiques et les interventions visant à créer des environnements alimentaires scolaires sains**, élaborée par le NUGAG, a été lancée en janvier 2026 à la suite d'un examen par les pairs⁴⁶. Elle contient deux fortes recommandations sur l'établissement et l'utilisation de normes nutritionnelles et sur la fourniture de nourriture dans les écoles, ainsi qu'une recommandation conditionnelle sur les interventions d'incitation douce. L'OMS collabore avec les pays pour adapter et mettre en œuvre les recommandations dans les programmes nationaux d'alimentation et de nutrition scolaires. La ligne directrice sur les **politiques d'étiquetage nutritionnel** est en cours d'achèvement et sera lancée à la mi-2026. Elle comprend des recommandations et des déclarations de bonnes pratiques sur la liste des ingrédients figurant dans les déclarations nutritionnelles, l'étiquetage sur le devant de l'emballage et l'utilisation d'allégations⁴⁷.

Élaboration de lignes directrices de l'OMS sur l'alimentation et la santé

49. En 2023, l'OMS a publié une série de lignes directrices relatives aux régimes alimentaires sains, notamment la ligne directrice sur l'apport en **acides gras saturés et en acides gras trans** pour les adultes et les enfants⁴⁸, la ligne directrice sur l'apport **total de lipides** pour la prévention de la prise de poids nocive chez les adultes et les enfants⁴⁹, la ligne directrice sur l'apport en **glucides** pour les adultes et les enfants⁵⁰, et la ligne directrice sur l'utilisation d'**édulcorants non sucrés**⁵¹. De plus, la ligne directrice de l'OMS sur l'utilisation de **succédanés de sel à faible teneur en sodium** a été publiée sur le site en janvier 2025⁵².

50. L'OMS a commencé à élaborer des lignes directrices sur la consommation optimale d'aliments d'origine animale, qui comprendront des conseils sur les aliments d'origine animale couramment consommés et sur les substituts végétaux. Outre les effets sur la santé de la consommation de ces aliments, ces travaux aborderont les questions de sécurité sanitaire des aliments ainsi que les facteurs socioéconomiques et les incidences sur l'environnement, ce qui permettra une évaluation complète des risques et des avantages associés aux différents modes de consommation et de substitution. La première réunion d'experts s'est tenue en 2024 et a permis d'établir la portée de la ligne directrice et le cadre de l'évaluation des risques et des bénéfices^{53, 54}.

51. De plus, l'OMS élaborera une ligne directrice sur la consommation d'aliments ultra-transformés.

Activités de l'OMS visant à promouvoir une alimentation saine et à réduire les facteurs de risque des maladies non transmissibles

52. Les États membres se sont engagés à réduire l'exposition aux régimes alimentaires malsains dans la Déclaration politique de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles (MNT) (2011). La quatrième Réunion de haut niveau, qui s'est tenue en 2025, a adopté une déclaration politique actualisée afin d'accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs volontaires mondiaux en matière de MNT et de l'objectif de développement durable 3.4. Les efforts se poursuivent pour atteindre les neuf objectifs volontaires mondiaux en matière de MNT adoptés par l'Assemblée mondiale de la santé en 2013, y compris les objectifs de réduction de la consommation de sodium et d'enrayement de l'augmentation de l'obésité. Les progrès réalisés dans ces domaines contribuent à la réalisation de l'objectif 3.4 des ODD.

53. La décision WHA75(11) (2022) a adopté des recommandations pour la prévention et la prise en charge de l'obésité tout au long de la vie, accompagnées d'un plan d'accélération précisant le soutien de l'OMS aux États membres. L'OMS a mis en œuvre le plan d'accélération en intensifiant le soutien aux pays, en fournissant des outils de mise en œuvre des politiques et en coordonnant l'assistance technique. Dans le cadre du plan d'accélération, l'OMS a collaboré avec des « pays pionniers » par le biais de défis ciblés sur 100 jours, afin de faire progresser la mise en œuvre dans des domaines politiques prioritaires, notamment : la taxation des boissons sucrées, les environnements alimentaires précoces, les restrictions en matière de

⁴⁵ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240075412>

⁴⁶ <https://iris.who.int/server/api/core/bitstreams/6989e26c-c181-4ec8-bb99-104415a2e142/content>

⁴⁷ <https://www.who.int/news-room/articles-detail/online-public-consultation-draft-guideline-on-nutrition-labelling-policies>

⁴⁸ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240073630>

⁴⁹ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240073654>

⁵⁰ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240073593>

⁵¹ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240073616>

⁵² <https://www.who.int/publications/i/item/9789240105591>

⁵³ <https://www.who.int/groups/guideline-development-group-on-optimal-intake-of-animal-source-foods>

⁵⁴ <https://www.who.int/groups/technical-advisory-group-on-risk-benefit-assessment-of-optimal-intake-of-animal-source-foods>

commercialisation alimentaire et les politiques en matière d'activité physique. D'autres défis des 100 jours sur l'étiquetage nutritionnel et les politiques alimentaires et nutritionnelles dans les écoles sont en cours de préparation. La trousse technique de l'OMS intitulée « *A step-by-step approach to design and implement the obesity response* » (Une approche par étapes pour concevoir et mettre en œuvre la stratégie de lutte contre l'obésité) a été achevée et est en cours de préparation pour son lancement. Cette trousse fournit des conseils pratiques pour aider les pays à hiérarchiser, séquencer et mettre en œuvre des politiques de prévention de l'obésité.

54. La résolution WHA76(9) (2023) a approuvé le menu actualisé d'options politiques et d'interventions rentables pour la prévention et le contrôle des MNT⁵⁵, qui comprend un certain nombre d'interventions visant à promouvoir des régimes alimentaires sains, telles que la reformulation des aliments transformés ou fabriqués, les achats et services alimentaires publics, l'encouragement des consommateurs à faire des choix plus sains (campagnes médiatiques, étiquetage nutritionnel sur le devant de l'emballage ou autre étiquetage nutritionnel interprétatif, étiquetage des menus), les restrictions à la commercialisation alimentaire, la protection, la promotion et le soutien de l'allaitement maternel, et la taxation des boissons sucrées⁵⁶. La base de données mondiale de l'OMS sur la mise en œuvre de l'action alimentaire et nutritionnelle (GIFNA)⁵⁷ est une plateforme interactive pour le partage d'informations normalisées sur de nombreuses politiques et interventions alimentaires et nutritionnelles, qui permet de suivre les progrès réalisés au niveau mondial dans la mise en œuvre de mesures législatives ou autres, et d'accroître la responsabilité à l'égard des engagements politiques.

Prolongation des objectifs nutritionnels mondiaux jusqu'en 2030

55. L'Assemblée mondiale de la santé 78 a prolongé jusqu'en 2030 le Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant⁵⁸. Les objectifs sont les suivants :

- réduction de 40 % du nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance à l'échelle mondiale, par rapport à la référence de 2012;
- réduction de 50 % du nombre de cas d'anémie chez la femme en âge de procréer, par rapport à la référence de 2012; réduction de 30 % des cas de faible poids de naissance, par rapport à la référence de 2012;
- réduire et maintenir l'excès pondéral chez les enfants de moins de 5 ans à moins de 5 %;
- accroître le taux d'allaitement maternel exclusif au cours des six premiers mois de vie pour atteindre au moins 60 %;
- réduire et maintenir le taux d'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans à moins de 5 %.

56. L'Assemblée a également adopté des objectifs de processus pour accélérer la réalisation de ces objectifs nutritionnels, notamment l'amélioration de la diversité alimentaire chez les femmes et les enfants, l'augmentation de l'allaitement maternel précoce, la fourniture de conseils sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, l'augmentation de la consommation de suppléments contenant du fer pendant la grossesse et la réduction de la consommation de boissons sucrées.

Réduction de la consommation de sodium et de sel par la population

57. L'OMS continue d'aider les États membres à réduire la consommation de sodium de la population et à atteindre les neuf objectifs volontaires mondiaux, y compris une réduction relative de 30 % de la consommation moyenne de sodium de la population, un apport en sodium inférieur à 2 000 mg/jour et une réduction relative de 25 % de la prévalence de l'hypertension artérielle d'ici à 2030. L'OMS a publié plusieurs outils et documents techniques : la trousse technique SHAKE actualisée pour la réduction du sel, qui sera publiée à nouveau en 2026, le cadre d'action pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques d'achat d'aliments et de services alimentaires visant à promouvoir des régimes alimentaires sains⁵⁹, les repères mondiaux de sodium pour différentes catégories d'aliments⁶⁰ et le tableau de bord des niveaux de sodium par pays, hébergé dans la base de données du GIFNA⁶¹. L'OMS travaille également à l'élaboration d'un guide « étape par étape » sur l'adaptation nationale des cibles de l'OMS en matière de sodium, qu'il s'agisse des valeurs de référence mondiales de l'OMS ou des objectifs régionaux⁶².

⁵⁵ [https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA76/A76\(9\)-en.pdf](https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA76/A76(9)-en.pdf)

⁵⁶ Update of Appendix 3 of the WHO Global Action Plan on the prevention and control of non-communicable diseases (2013–2030): <https://www.who.int/publications/i/item/9789240091078>

⁵⁷ <https://gifna.who.int/>

⁵⁸ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA78/A78_R24-fr.pdf

⁵⁹ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240018341>

⁶⁰ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240092013>

⁶¹ <https://gifna.who.int/summary/sodium>

⁶² <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/375596/9789290210818-eng.pdf> and https://iris.paho.org/bitstream/handle/10665.2/54658/PAHONMHRF210016_eng.pdf

Élimination des acides gras trans produits industriellement

58. En mai 2018, l'OMS a appelé à l'élimination mondiale des acides gras *trans* produits industriellement (AGTi) d'ici 2025, puis a publié le programme d'action REPLACE et d'autres outils pour soutenir les efforts des pays⁶³. Pour parvenir à l'élimination des AGTi, l'OMS recommande aux gouvernements d'adopter l'une ou l'autre des deux politiques fondées sur les meilleures pratiques : 1) Limitation obligatoire à 2 grammes d'AGTi pour 100 grammes de graisses et d'huiles totales dans tous les aliments; et 2) Interdiction obligatoire de la production ou de l'utilisation d'huiles partiellement hydrogénées en tant qu'ingrédient dans tous les aliments. Les efforts déployés au niveau mondial pour éliminer les AGTi de l'approvisionnement alimentaire continuent de progresser, 65 pays ayant adopté à ce jour des politiques fondées sur les meilleures pratiques.

59. Depuis 2024, six pays (Colombie, Malaisie, Maurice, Népal, Pakistan et Qatar) ont adopté des politiques fondées sur les meilleures pratiques⁶⁴. En mai 2025, l'OMS a délivré des certificats de validation à quatre pays (Autriche, Norvège, Oman et Singapour) en reconnaissance de la mise en œuvre de politiques fondées sur les meilleures pratiques et de mécanismes de suivi et d'application efficaces. Ces résultats soulignent la dynamique croissante visant à éliminer les AGTi et à réduire les maladies non transmissibles⁶⁵ liées à l'alimentation.

60. L'OMS continue de fournir un soutien technique, des directives politiques et des outils pour aider les pays à mettre en œuvre des mesures efficaces d'élimination des AGTi. Les gouvernements sont invités à prendre des mesures décisives, et les fabricants de denrées alimentaires et les fournisseurs d'huiles sont encouragés à reformuler leurs produits et à passer à des solutions plus saines⁶⁶. Afin de fournir aux pays des conseils supplémentaires sur les solutions de remplacement plus saines, l'OMS élabore actuellement une directive sur la consommation d'huiles tropicales⁶⁷.

⁶³ <https://www.who.int/teams/nutrition-and-food-safety/replace-trans-fat>

⁶⁴ <https://qifna.who.int/summary/TFA>

⁶⁵ <https://www.who.int/news/item/19-05-2025-who-recognizes-four-countries-with-life-saving-trans-fat-elimination-policies>

⁶⁶ <https://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/trans-fat>

⁶⁷ <https://www.who.int/groups/guideline-development-group-on-consumption-of-tropical-oils>